

ANVOL

# L' aviculture



# L'aviculture

## Une demande soutenue mais des abattages en repli

Porté par une demande toujours croissante, le marché de la volaille continue de progresser : en 2025, la consommation apparente atteint 31,7 kg par habitant, en légère hausse de 3,3 % par rapport à 2024. Cette dynamique confirme la volaille comme la viande préférée des Français, et notamment le poulet, qui représente quatre volailles consommées sur cinq. Cette évolution s'observe autant en consommation à domicile qu'en restauration.

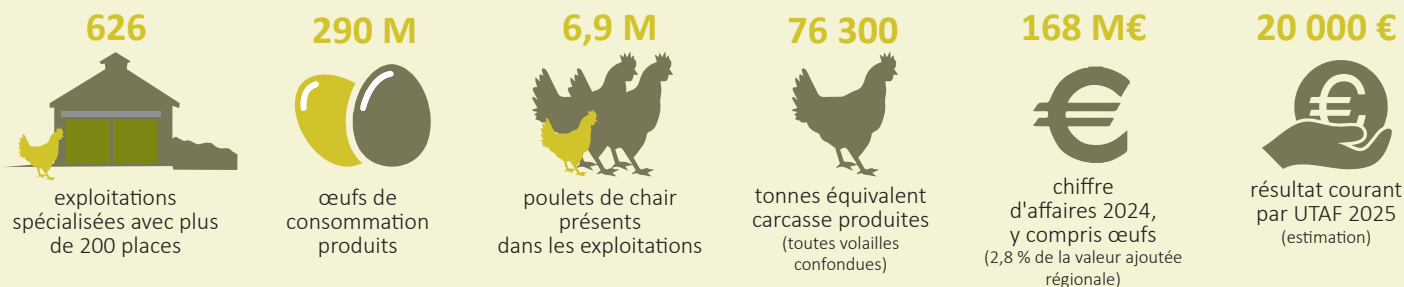
En Bourgogne-Franche-Comté, la production de volailles de chair, centrée à 90 % sur le poulet, est stable en 2025. En revanche, les outils d'abattage, qui traitent plus d'une fois et demi le volume produit localement, connaissent une baisse d'activité. Enfin, les œufs de consommation sont en augmentation sensible : + 6 % de volume en 2025.

La situation sanitaire reste maîtrisée, mais sous haute surveillance : un élevage de Côte-d'Or est touché par la grippe aviaire dans l'année, entraînant des perturbations locales dans la filière.

Le taux d'auto-provisionnement national se dégrade à nouveau, à 76,6 % pour l'ensemble des volailles et moins de 67 % pour le poulet. La France est toujours exportatrice, mais importe en quantité supérieure, en particulier des produits découpés à bas coût. La profession demeure mobilisée en région pour inverser cette tendance : de nombreux projets de création de bâtiments émergent, notamment dans les zones céréalières.



## Les chiffres de la filière

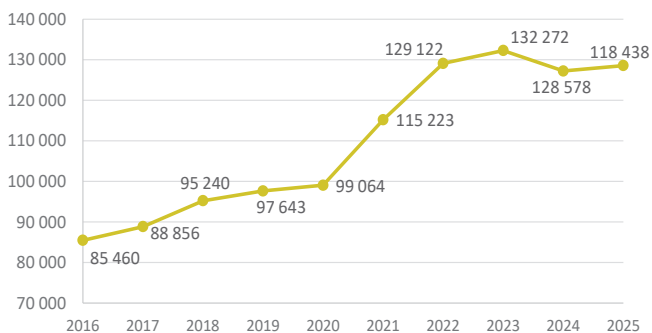


Sources : Agreste - RA 2020, SAA 2024, compte provisoire de l'agriculture 2024, Cerfrance

## Une production régionale inférieure aux besoins

Si la demande en viande est élevée, la production régionale de volailles de chair ne représente que 4,6 % du volume national. Elle est principalement concentrée dans l'Yonne, la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire. La production d'œufs est localisée à 80 % dans 3 départements, la Saône-et-Loire (42 %), la Côte-d'Or (20 %) et le Doubs (18 %). La viande de volailles est en revanche la première en volume traité par la filière régionale d'abattage, devant même la viande bovine. C'est également un employeur de main d'œuvre de premier plan (1 700 salariés en 2019).

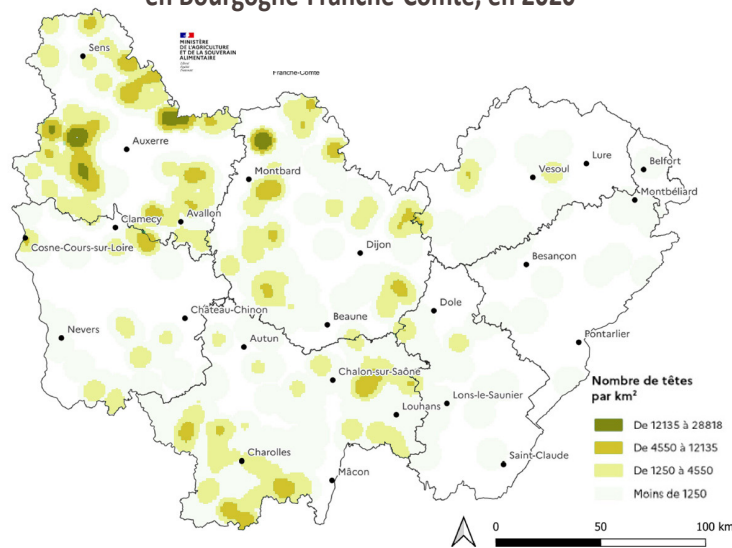
Abattages de volailles en tec\* en Bourgogne Franche-Comté de 2016 à 2025



Source : Agreste

\*tec : tonne équivalent carcasse

## Répartition des élevages de volailles de chair en Bourgogne-Franche-Comté, en 2020



Sources : DRAAF Bourgogne-Franche-Comté

## La norme European Chicken Commitment à l'étude

La filière d'élevage standard se questionne sur l'application du cahier des charges européen ECC, qui propose des normes renforcées. Une étude de faisabilité financée par le Conseil régional fait le point sur la situation en 2025. Pour maintenir le volume actuel de production dite standard, la région devrait passer de 265 poulaillers à 409. Le bien-être animal est au cœur des réflexions, et un guide à destination des éleveurs est en cours de parution sur ce sujet.

## Un regain d'activité en Label Rouge

L'inflation et l'évolution des habitudes alimentaires impactent la filière volaille. Deux modes de consommation se distinguent en poulet : des animaux prêts à cuire, sous signe de qualité, et des morceaux découpés ou transformés à moindre coût, qui représentent l'essentiel du marché. Les filières SIQO ont vu leur demande s'éroder ces dernières années. 2025 marque un rebond notamment pour le Label Rouge, dont l'activité progresse de 5 %, malgré un ralentissement au 4<sup>e</sup> trimestre.





## L'aviculture (échantillon Cerfrance)

**47** exploitations spécialisées en volailles de chair

**14** ha de SAU

**1,67** UMO dont 1,2 UTAF

Spécialisation très poussée : en moyenne,  
**92 %** du produit des activités sont issus de la production de volailles de chair

**20 000** € de résultat courant / UTAF en 2025

Cet échantillon regroupe des productions standards, sous label et parfois orientées vers la vente directe.



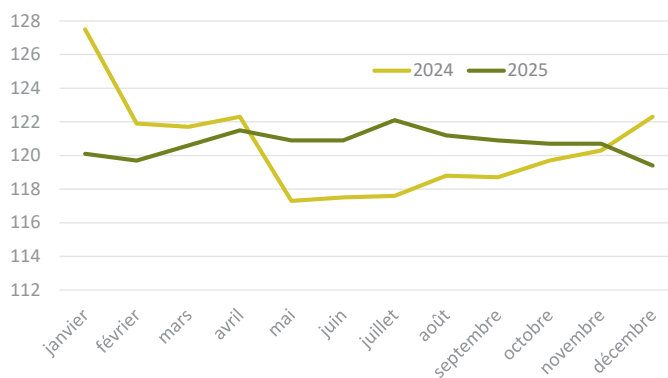
### Des coûts opérationnels en baisse, mais structurels en hausse

Le coût alimentaire, qui constitue plus de 40 % des charges totales d'exploitation, recule de 10 % en 2025. Cette évolution s'inscrit dans la dynamique de baisse amorcée après le pic de 2022, portée principalement par le repli des cours des céréales et des tourteaux.

De manière comparable, les coûts de l'énergie s'inscrivent dans une trajectoire baissière, favorable à la maîtrise des charges en élevage de volailles.

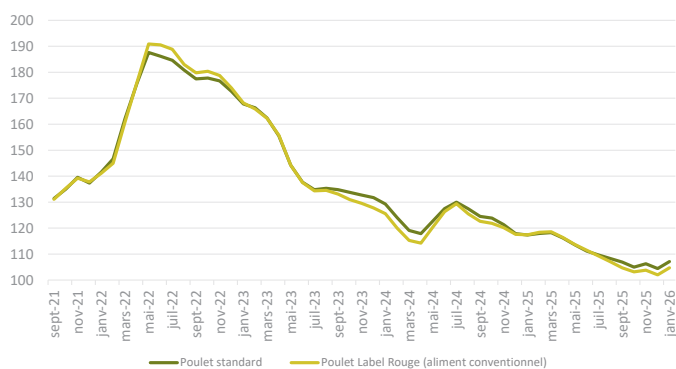
À l'inverse, les charges de structure progressent, sous l'effet notamment de la hausse des dépenses liées aux services et à la mécanisation.

### Indice mensuel des prix agricoles à la production (IPPAP) - Volailles



Source : INSEE

### Indice ITAVI coût des matières premières



Source : ITAVI

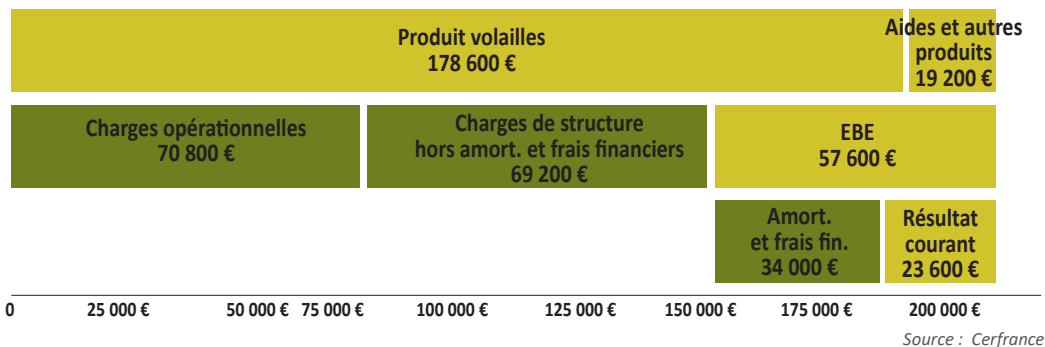
### Une demande soutenue

Les prix de vente se maintiennent sur la période, avec un indice IPPAP globalement stable.

Après plusieurs années perturbées par la grippe aviaire, l'année 2025 montre une légère accalmie de l'épizootie, ce qui permet une production plus fluide, moins de perturbations dans l'offre, donc des prix plus réguliers. La demande auprès des producteurs est toujours forte en poulets de chair standards, mais les volailles Label Rouge montrent également un regain d'attention après plusieurs années de ralentissement.



## Construction du résultat courant en 2025

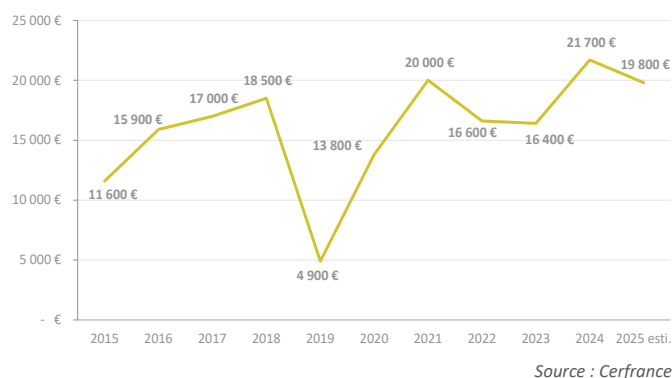


### Une rentabilité qui stagne

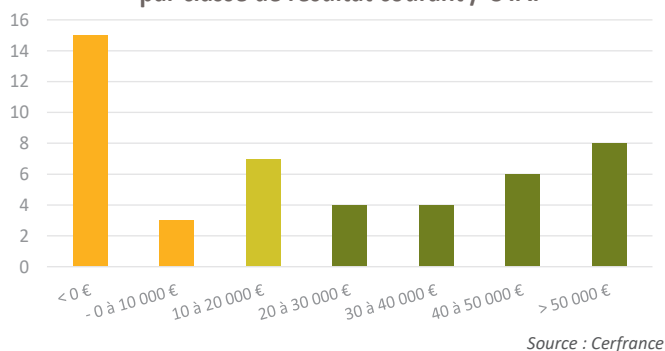
Le revenu moyen de l'échantillon se maintient globalement à un niveau stable, autour de 20 000 € par UTAF. Les gains conjoncturels observés sont neutralisés par la hausse des amortissements et des frais financiers, ainsi que par une légère contraction des produits annexes. Ce niveau de revenu constitue un seuil minimal nécessaire au maintien de l'attractivité de la filière.

Le ratio de rentabilité, mesuré par le rapport EBE / produit, demeure stable à 30 %.

### Évolution du résultat courant / UTAF (€ constants) (groupe spécialisés volailles)



### Nombre d'exploitations par classe de résultat courant / UTAF



### Des situations financières confortées

Les exploitations parviennent à consolider les trésoreries pour la seconde année consécutive, et la situation financière s'améliore globalement. Le taux d'endettement se situe à 56 % et la Trésorerie Nette Globale est positive à hauteur de 5 000 €. Les fondamentaux financiers sont au vert.

### Des écarts de revenu marqués entre exploitations

Les revenus observés au sein de l'échantillon présentent de fortes disparités, reflétant des trajectoires et des niveaux de performance économique contrastés. En effet, près d'un tiers des exploitations présente un résultat déficitaire, témoignant de difficultés structurelles ou conjoncturelles, tandis qu'un autre tiers affiche un revenu supérieur à 40 000 € par UTAF, révélant au contraire une bonne performance économique.

Ces écarts s'expliquent principalement par plusieurs facteurs déterminants. L'orientation de la production joue un rôle central, certains systèmes offrant des perspectives de valorisation plus favorables que d'autres. Le niveau de technicité des exploitations, notamment en matière d'élevage, de gestion des intrants et d'optimisation des charges, influence également fortement les résultats économiques. Enfin, la productivité des ateliers apparaît comme un facteur structurant, les exploitations disposant d'un tonnage produit plus important bénéficiant souvent d'économies d'échelle et d'une meilleure capacité d'absorption des aléas.



ZOOM

LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT DES BÂTIMENTS

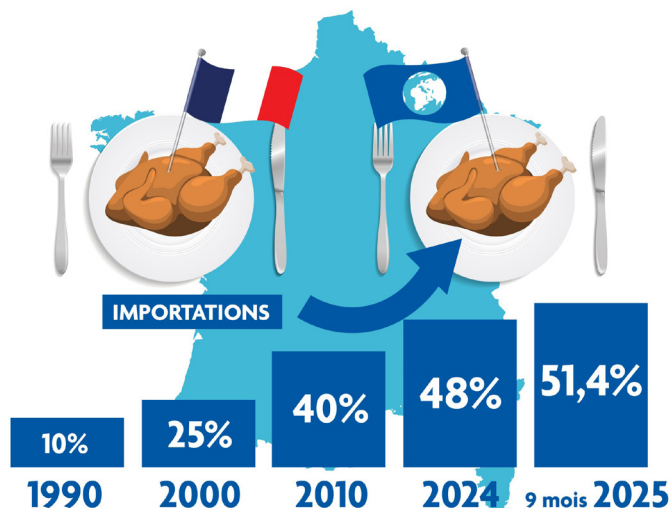
La consommation de volailles ne cesse de croître, les importations aussi

À l'échelle nationale, l'interprofession estime à 220 le nombre de poulaillers à construire chaque année pour tendre vers une relative souveraineté à l'horizon 2035. Or, le rythme observé en 2025 est trois fois inférieur à cet objectif. En Bourgogne-Franche-Comté, la demande est pourtant bien réelle, mais les porteurs de projets se heurtent à de nombreux obstacles.

La filière avicole régionale affiche un fort dynamisme, porté par des profils variés. Des agriculteurs céréaliers souhaitent investir dans des poulaillers pour sécuriser leur revenu, valoriser les fientes de volailles et réduire l'usage d'engrais minéraux. Par ailleurs, des éleveurs de volailles de chair projettent des agrandissements afin de répondre à une demande nationale soutenue, tandis que les acteurs de l'aval s'engagent à privilégier l'origine France lorsque les volumes sont disponibles.

La région dispose d'atouts spécifiques, notamment pour le poulet de chair standard et dans les territoires à faible pression d'élevage et d'urbanisme.

1 POULET SUR 2 IMPORTÉ



Source : ITAVI d'après SSP, douanes / (c)ADOCOM-RP, ANVOL

Faire accepter les élevages de volailles par les riverains

Certains freins subsistent à ces développements. Les procédures administratives, longues et complexes, ouvrent parfois la voie à des recours juridiques chronophages. C'est cependant l'acceptation sociétale qui se montre parfois la plus limitante. Les enquêtes publiques, requises pour les élevages de plus de 40 000 places, peuvent susciter des oppositions bien au-delà du voisinage, et décourager des porteurs pourtant en conformité réglementaire.

Le principal levier réside donc dans une communication plus claire, plus transversale et plus accessible auprès des citoyens-consommateurs, afin de mieux faire connaître les atouts des élevages français - en matière de qualité, de normes, de traçabilité et d'engagements - et de les distinguer des modèles de production concurrents chez nos voisins européens.



Samuel JEANNEROT, CRA BFC

